

Epidémie d'hépatite virale A. Situation en France et dans les Pays de la Loire en 2017

Pascaline Loury, Santé publique France - Cire des Pays de la Loire

1. France

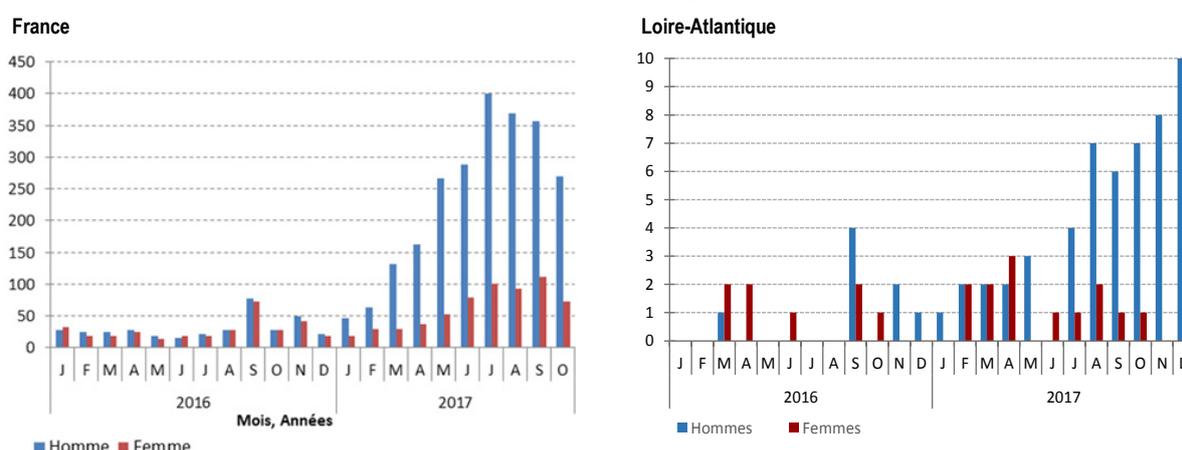
Depuis février 2017, plusieurs pays d'Europe dont la France observent une augmentation du nombre de cas d'hépatite virale A (HVA), touchant en particulier les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH). Cet épisode implique 3 souches du virus : « NI Europride », « UK travel to Spain » et « Germany Munich/Berlin/Francfort » [1].

En France [2], le nombre de cas d'HVA déclarés en 2017 a été près de 5 fois supérieur au nombre de cas déclarés en 2016 (3 400 versus 700). Les cas survenus en 2017 concernaient majoritairement des hommes (79%) (figure 1).

L'orientation sexuelle ne fait pas partie des informations recueillies dans le cadre de la déclaration obligatoire en France. Cependant, l'augmentation du sexe-ratio homme/femme chez les 18-55 ans (1:1 en 2016 versus 4:1 en 2017) et les investigations de divers épisodes épidémiques en région ont constitué des indicateurs de la diffusion du virus dans la communauté HSH.

Les régions les plus touchées ont été l'Île-de-France, les Hauts-de-France puis l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine.

Figure 1 : Nombre de cas d'hépatite virale A selon le mois de prélèvement sérologique et le sexe, 2016-2017



Source : Déclaration obligatoire Santé publique France / ARS Pays de la Loire

2. Pays de la Loire

Le nombre de cas d'HVA déclarés dans la région a suivi la même tendance en 2017 avec un démarrage un peu plus tardif (figure 2) :

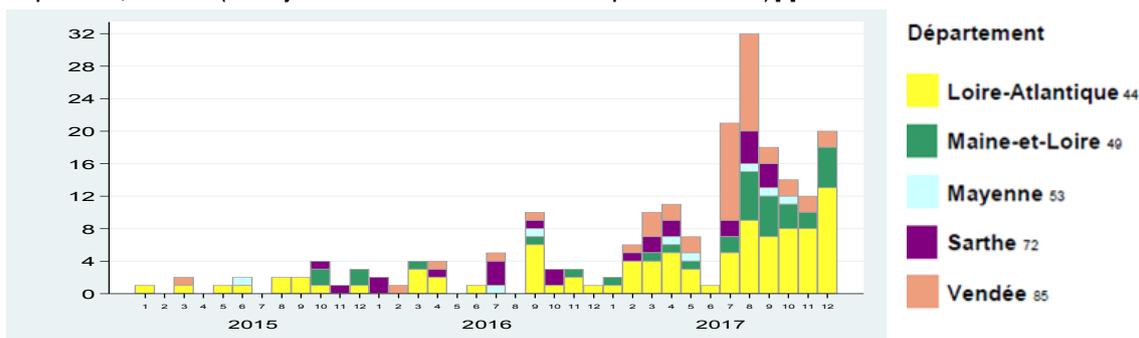
- avant février 2017, en moyenne 2 cas mensuels ;
- de février à mai, entre 6 et 11 cas mensuels ;
- puis à partir de juillet, entre 12 et 32 cas mensuels.

Les cas signalés en Vendée en juillet et août 2017 étaient liés à un épisode épidémique d'origine alimentaire survenus dans le cadre d'une fête familiale au mois de juin (épisode local).

Après l'été 2017, le nombre de cas d'HVA n'a pas diminué, notamment dans le département de Loire-Atlantique, avec 7 à 13 cas déclarés par mois dont 87% concernaient des hommes (de plus de 18 ans), contre 55% sur la période 2008-2012 [3].

Chez les cas adultes, le nombre d'hommes était 3 fois plus élevé que le nombre de femmes (4 fois plus en Loire-Atlantique et 6 fois plus dans la Sarthe, tableau 1).

Figure 2 : Nombre de cas d'hépatite A domiciliés dans les Pays de la Loire selon le mois de prélèvement sérologique et le département, 2015-2017 (mise à jour mensuelle diffusée dans le Point Epidémiologique de la Cire) [4]



Source : Déclaration obligatoire Santé publique France / ARS Pays de la Loire

Tableau 1 : Nombre de cas d'hépatite A selon les facteurs de risque, par département, Pays de la Loire, 2017

	Département de résidence					Région
	44	49	53	72	85	
Nombre total de cas en 2017	68	27	5	14	40	154
Nombre de cas avec séjour en zone d'endémie	14	10	2	5	4	35
Nombre de cas en lien avec un épisode d'origine alimentaire été 2017	1	0	0	0	20	21
Nombre de cas sans ces facteurs d'exposition	53	17	3	9	17	99
Enfant/adolescent (< 18 ans)	4	1	1	2	0	8
Adultes						
homme	40	11	1	6	11	69
femme	9	5	1	1	6	22
sexe-ratio homme / femme	4,4	2,2	1,0	6,0	1,8	3,1

Source : Déclaration obligatoire Santé publique France / ARS Pays de la Loire

Critère de déclaration obligatoire : Présence d'IgM anti-HVA dans le sérum (HVA : hépatite virale A)
L'exhaustivité de la déclaration obligatoire des cas d'hépatite A a été estimée à 95-100% dans la région des Pays de la Loire en 2012 [5]

3. Mesures d'information et de prévention mises en œuvre

Depuis début 2017, le contexte épidémiologique du VHA a conduit les autorités sanitaires nationales et internationales (OMS, ECDC) à recommander de renforcer les mesures d'information et de prévention (vaccination) à destination des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes.

Des campagnes d'information ont été mises en œuvre par les autorités sanitaires nationales et régionales via les professionnels de santé, associations, CeGIDD (centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic des infections par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), les hépatites virales et les infections sexuellement transmissibles (IST)), lieux et sites

Internet de rencontre. Dans la région des Pays de la Loire et pendant une période définie (25/8/17 au 17/9/17), des messages de prévention ciblés sur le département 44 ont été diffusés via le site de rencontre Hornet afin de renforcer le lien entre les campagnes d'information nationales et les actions locales.

Des campagnes de vaccination contre l'hépatite A ont également été lancées dans de nombreuses régions. Compte-tenu du contexte de pénurie de vaccins dans les officines pendant plusieurs mois, la mise à disposition de vaccins anti-HVA étaient gratuite dans les CeGIDD.

Comment se protéger contre l'hépatite A ?

Des recommandations de prévention sont disponibles sur le site de Santé publique France :

Recommandations de prévention générales : <http://inpes.santepubliquefrance.fr/10000/themes/hepatites/hepatite-A.asp>

Recommandations de prévention pour les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes : <http://www.sexosafe.fr/vaccination>

Références

- [1] Situation épidémiologique de l'hépatite A en Europe : site ECDC <https://ecdc.europa.eu/en/publications-data/rapid-risk-assessment-hepatitis-outbreak-eueea-mostly-affecting-men-who-have-sex>
- [2] Situation épidémiologique de l'hépatite A en France : Santé publique France : <http://invs.santepubliquefrance.fr/Dossiers-thematiques/Maladies-infectieuses/Hepatitis-virales/Hepatitis-A>
- [3] Loury P, Barataud D, Hubert B. Les maladies à déclaration obligatoire dans les Pays de la Loire au cours des années 2008 à 2012. <http://invs.santepubliquefrance.fr/fr/Publications-et-outils/Bulletin-de-veille-sanitaire/Tous-les-numeros/Pays-de-la-Loire/Bulletin-de-veille-sanitaire-Pays-de-la-Loire.-n-20-Fevrier-2014>
- [4] Lien internet vers les points épidémiologiques hebdomadaires de la Cire Pays de la Loire [http://invs.santepubliquefrance.fr/Publications-et-outils/Points-epidemiologiques/\(node_id\)/109/\(aa_localisation\)/Pays%2Bde%2Bla%2BLoire](http://invs.santepubliquefrance.fr/Publications-et-outils/Points-epidemiologiques/(node_id)/109/(aa_localisation)/Pays%2Bde%2Bla%2BLoire)
- [5] Situation épidémiologique de l'hépatite A dans les Pays de la Loire 2006-2012. <http://invs.santepubliquefrance.fr/fr/Publications-et-outils/Bulletin-de-veille-sanitaire/Tous-les-numeros/Pays-de-la-Loire/Bulletin-de-veille-sanitaire-Pays-de-la-Loire.-n-14-Mai-2013>
- [6] Site ARS Pays de la Loire : <https://www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr/hepatite-rappel-des-gestes-de-prevention>

Bilan des intoxications au monoxyde de carbone déclarées en 2016 dans les Pays de la Loire

Anne-Hélène Liébert, Santé publique France - Cire des Pays de la Loire

Les épisodes d'intoxication au CO sont surveillés en France depuis 2005. Cette surveillance est coordonnée par Santé publique France. Pour plus d'informations sur le dispositif de surveillance mis en place dans la région des Pays de la Loire, se référer aux précédents BVS ([bilan 2014](#), [bilan 2015](#)).

A qui signaler une intoxication au CO dans les Pays de la Loire ?

Au **CAPTIV du CHU d'Angers** (24h/24)

Tél : 02 41 48 21 21 / Fax : 02 41 35 55 07



Points clés de l'année 2016

En 2016, 67 épisodes d'intoxication au CO ont été signalés dans les Pays de la Loire, dont près de 85% durant la période de chauffe (1^{er} et 4^{ème} trimestres de l'année). Le nombre d'épisodes et de personnes intoxiquées a été en augmentation en 2016 par rapport aux deux années précédentes.

Tous les départements ont été concernés, avec un taux d'épisodes pour 100 000 habitants plus important en 2016 dans le Maine-et-Loire (2,2), la Mayenne (2,6) et la Sarthe (2,3).

Ces 67 épisodes ont intoxiqué 164 personnes, dont 133 ont été transportées vers un service d'urgences, 61 ont été hospitalisées, 9 ont été admises en caisson hyperbare. Aucun décès n'a été déclaré. Le sex-ratio (H/F) était proche de 1. Quatre femmes étaient enceintes au moment de l'intoxication. Les classes d'âge plus particulièrement impactées en 2016 étaient les 0-4 ans (8,5 cas / 100 000 habitants appartenant à cette classe d'âge) et les 25-44 ans (6,3 cas / 100 000 habitants).

Parmi les intoxications accidentelles (c'est-à-dire hors tentative de suicide) :

- la majorité des épisodes sont survenus dans l'habitat (50/67), comme les années précédentes. Les principaux appareils à combustion étaient les suivants (par ordre décroissant) : chaudière (n=17), poêle/radiateur (n=10), chauffe-eau (n=5), cuisinière (n=5), braséro/barbecue (n=4) et chauffage mobile (n=4).
- neuf épisodes ont eu lieu en milieu professionnel, dont une récurrence de 4 épisodes survenus dans la même entreprise entre septembre et décembre 2016 (appareil en cause : four d'une fonderie). La Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dreecte) a été informée. Un fait marquant en 2016, un accident du travail lors du nettoyage d'un réfrigérateur avec un karcher thermique ayant exposé 22 personnes, dont 2 ont été intoxiquées.
- deux épisodes dans un établissement recevant du public : un épisode dans un restaurant (3 personnes intoxiquées) et l'autre épisode dans une école (102 personnes exposées, dont 1 enfant intoxiqué, une chaudière était l'appareil en cause).

Ce système de surveillance est très réactif avec près de 89% des épisodes signalés au CAPTIV le jour même de l'intoxication ou le lendemain.

Huit épisodes ont cependant été signalés 2 à 26 jours après la date de l'intoxication, ce qui augmente le risque de récurrence (les personnes regagnant leur domicile avant la réalisation de l'enquête environnementale et la mise en œuvre des mesures de prévention/recommandations de travaux). Les services d'urgences (urgences hospitalières, Samu/Smur et pompiers) restent les principaux déclarants (67 %).

Figure 1 : Evolution du nombre annuel d'épisodes et du nombre de personnes intoxiquées depuis 2004 dans les Pays de la Loire (Source : Siroco, Santé publique France)

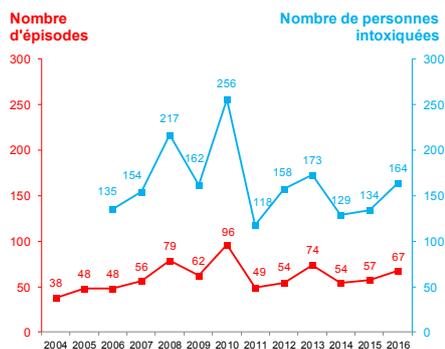


Figure 2 : Evolution mensuelle du nombre d'épisodes déclarés dans les Pays de la Loire en 2016 (Source : Siroco, Santé publique France)

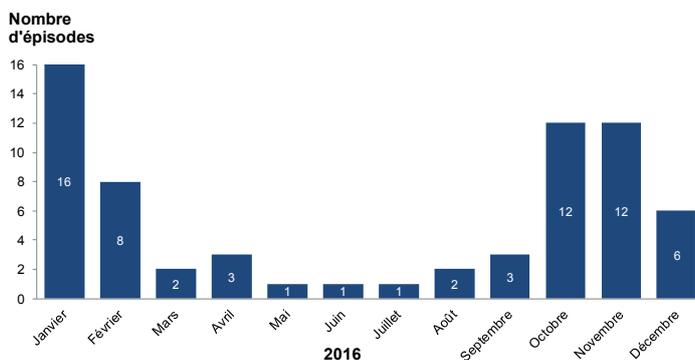


Tableau 1 : Principaux déclarants, Pays de la Loire, 2016 (Source : Siroco, Santé publique France)

Départements	Nombre d'épisodes déclarés						TOTAL
	Urgences hospitalières	Samu / Smur	Pompiers	Service de médecine hyperbare	SOS Médecins	Autres déclarants *	
44 - Loire Atlantique	7	5	0	0	1	8	21
49 - Maine-et-Loire	4	3	6	1	0	4	18
53 - Mayenne	4	0	0	0	0	4	8
72 - Sarthe	7	2	2	0	0	2	13
85 - Vendée	4	2	2	1	0	3	12
Pays de la Loire	26	12	10	2	1	21	72

* Autre service hospitalier, médecin libéral, particuliers, ...

Certains épisodes signalés ont été par la suite exclus de l'analyse épidémiologique, notamment ceux pour lesquels aucune personne ne répondait à la définition de cas ou ceux n'appartenant pas au domaine d'application de la surveillance des intoxications au CO (ex : tabagisme, incendie).

Tableau 2 : Nombre et taux d'épisodes, nombre et taux de personnes intoxiquées par département, Pays de la Loire, 2016 (Source : Siroco, Santé publique France)

Départements	Episodes			Personnes intoxiquées		
	N	%	Taux d'épisodes / 100 000 habitants	N	%	Taux de cas / 100 000 habitants
44 - Loire Atlantique	18	27%	1,3	44	27%	3,2
49 - Maine-et-Loire	18	27%	2,2	50	30%	6,1
53 - Mayenne	8	12%	2,6	20	12%	6,5
72 - Sarthe	13	19%	2,3	35	21%	6,1
85 - Vendée	10	15%	1,5	15	9%	2,2
Pays de la Loire	67	100%	1,8	164	100%	4,4

Tableau 3 : Répartition des épisodes et de la prise en charge médicale des personnes intoxiquées selon les départements, Pays de la Loire, 2016 (Source : Siroco, Santé publique France)

Départements	Nombre d'épisodes	Nombre de personnes				
		Intoxiquées	Transportées aux urgences	Hospitalisées	Admises en caisson hyperbare	Décédées
44 - Loire Atlantique	18	44	37	25	1	0
49 - Maine-et-Loire	18	50	43	12	3	0
53 - Mayenne	8	20	18	3	1	0
72 - Sarthe	13	35	20	9	4	0
85 - Vendée	10	15	15	12	0	0
Pays de la Loire	67	164	133	61	9	0

Tableau 4 : Circonstances de survenue des épisodes d'intoxication au CO selon les départements, Pays de la Loire, 2016 (Source : Siroco, Santé publique France)

Départements	Intoxication accidentelle			Tentative de suicide	Non renseigné	TOTAL
	Habitat	Travail	ERP *			
44 - Loire Atlantique	13	3	0	2	0	18
49 - Maine-et-Loire	16	2	0	0	0	18
53 - Mayenne	8	0	0	0	0	8
72 - Sarthe	8	4	1	0	0	13
85 - Vendée	5	0	1	3	1	10
Pays de la Loire	50	9	2	5	1	67

* Etablissement recevant du public

I Remerciements I

- **Santé publique France** : Agnès Verrier et Jessica Gane
- **Le Centre antipoison et de toxicovigilance (CAPTV)** du CHU Angers
- **L'Agence régionale de santé (ARS) des Pays de la Loire** : le point focal régional (PFR), les services de sécurité sanitaire des personnes et de l'environnement des délégations territoriales et du siège de l'ARS
- **Les services communaux d'hygiène et de santé (SCHS)** des villes de Nantes, Saint-Nazaire, Angers et Le Mans
- **L'ensemble des déclarants**, notamment les urgences hospitalières, les services départementaux d'incendie et de secours (Sdis), les Samu/Smur, le service de médecine hyperbare du CHU d'Angers et les associations SOS Médecins

Cire des Pays de la Loire
Tél : 02.49.10.43.62 - Fax : 02.49.10.43.92
✉ cire-pdl@santepubliquefrance.fr

Retrouvez ce numéro sur <http://www.santepubliquefrance.fr>

Directeur de la publication : François Bourdillon, Directeur général de Santé publique France
Rédacteur en Chef : Dr Bruno Hubert, responsable de la Cire des Pays de la Loire
Maquettiste : Sophie Hervé, Cire des Pays de la Loire
Comité de rédaction : Pascaline Loury, Anne-Hélène Liebert, Delphine Barataud, Bruno Hubert, Cire des Pays de la Loire

Diffusion : Cire des Pays de la Loire - 17 boulevard Gaston Doumergue - CS 56233 - 44262 Nantes cedex 2
<http://www.santepubliquefrance.fr> - <http://ars.paysdelaloire.sante.fr>

La publication d'un article dans le BVS n'empêche pas sa publication par ailleurs. Les articles sont publiés sous la seule responsabilité de leur(s) auteur(s) et peuvent être reproduits sans copyright avec citation exacte de la source.